

DECLARATION DE RENONCIATION A PRODUIRE (*)

A transmettre à l'ODG :

Avant le : . . / . . /

↳ **Je soussigné** _____,

DENOMINATION SOCIALE - NOM PRENOM	
ADRESSE :	
CP :	COMMUNE :

représentant l'exploitation ci-après désignée

N° EVV / CVI : . . / . . . /	
ADRESSE :	
CP	COMMUNE

↳ renonce, **conformément à l'article D645-3 du Code Rural** ⁽¹⁾,

à produire pour la(les) récolte(s) / à partir de la récolte.....

l'AOC _____ sur les parcelles suivantes :

Commune	Réf. cadastrales	superficie	production prévue

Une copie de ce document sera transmise aux services de l'INAO, des ODG et organismes d'inspection concernés.

Fait le ____/____/____/ à _____ **Signature**

⁽¹⁾ Article D645-3 du Code Rural

I. — Une parcelle de vigne est présumée être conduite selon les conditions s'appliquant au vignoble prévues dans le cahier des charges de l'appellation d'origine contrôlée à laquelle les vins qui en sont issus peuvent prétendre.

Cette présomption est écartée :

— si l'opérateur renonce à la production de cette appellation d'origine contrôlée selon les dispositions prévues dans le cahier des charges ou, en l'absence de telles dispositions, par déclaration faite auprès de l'organisme de défense et de gestion au plus tard le 31 juillet précédant la récolte;

— ou si l'opérateur a déclaré préalablement l'affectation de cette parcelle en vue d'une autre production vitivinicole.

II. — Lorsque, pour une même parcelle de vigne, plusieurs appellations d'origine sont susceptibles d'être revendiquées, cette parcelle est présumée être conduite selon les conditions de production s'appliquant au vignoble les plus restrictives prévues dans les cahiers des charges des appellations concernées.

Cette présomption est écartée :

— pour l'appellation (ou les appellations) la plus restrictive si l'opérateur renonce à la production de cette appellation d'origine contrôlée selon les dispositions prévues dans le cahier des charges ou, en l'absence de telles dispositions, par déclaration faite auprès de l'organisme de défense et de gestion au plus tard le 31 juillet précédant la récolte;

— si l'opérateur a déclaré préalablement l'affectation de cette parcelle en vue de la production d'une des appellations d'origine contrôlées susceptibles d'être revendiquées ;

— ou si l'opérateur a déclaré préalablement l'affectation de cette parcelle en vue d'une autre production vitivinicole.

(*) lorsque plusieurs appellations d'origine sont susceptibles d'être revendiquées sur une même parcelle